



CHAPITRE 83

CHAPTER 83

Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine et Les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain

An Act respecting the city of Cap-de-la-Madeleine and The school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain

[Sanctionnée le 2 février 1956]

[Assented to, the 2nd of February, 1956]

Préambule.

ATTENDU que la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, constituée en vertu de la loi 8 George V, chapitre 97, modifiée par les lois 13 George V, chapitre 100; 16 George V, chapitre 77; 3 George VI, chapitres 112 et 113; 8 George VI, chapitre 57; 10 George VI, chapitre 66; 12 George VI, chapitre 58; 13 George VI, chapitre 86; 15-16 George VI, chapitre 76; 1-2 Elizabeth II, chapitre 71, et 3-4 Elizabeth II, chapitre 62, a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ses contribuables et pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Évaluation fixe autorisée.

1. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient, générales et spéciales à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine, par la compagnie Dominion Foils (Canada) Limited, ses successeurs ou ayant cause sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés, par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-

WHEREAS the corporation of the city of Cap-de-la-Madeleine, incorporated by the act 8 George V, chapter 97, amended by the acts 13 George V, chapter 100; 16 George V, chapter 77; 3 George VI, chapters 112 and 113; 8 George VI, chapter 57; 10 George VI, chapter 66; 12 George VI, chapter 58; 13 George VI, chapter 86; 15-16 George VI, chapter 76; 1-2 Elizabeth II, chapter 71, and 3-4 Elizabeth II, chapter 62, has, by its petition, represented that it is in the interest of its ratepayers and of the proper administration of its affairs that its charter be again amended;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a. the municipal taxes of whatever nature, whether general and special, to be paid to the city of Cap-de-la-Madeleine by Dominion Foils (Canada) Limited, its successors or assigns, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including any addi-

Fixed valuation authorized.

la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à vingt-neuf mille dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier janvier 1956 au premier janvier 1961.

Cette fixation n'inclura pas la taxe d'eau et les licences d'affaires;

b) l'évaluation de un million quatre cent quarante-trois mille dix dollars qui apparaît au rôle d'évaluation pour l'année 1955, sous le nom d'Aluminum Rolling Mills Limited, pour les propriétés industrielles de la compagnie Dominion Foils (Canada) Limited, ses successeurs ou ayant cause, devra demeurer au même montant durant toute ladite période du premier janvier 1956 au premier janvier 1961.

Évaluation
fixe
autorisée.

2. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient générales et spéciales à être payées aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, par la compagnie Dominion Foils (Canada) Limited, ses successeurs ou ayant cause, sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à la somme de vingt et un mille dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier juillet 1955;

b) l'évaluation de un million quatre cent quarante trois mille dix dollars qui apparaît au rôle d'évaluation pour l'année 1955, sous le nom d'Aluminum Rolling Mills Limited, pour les propriétés industrielles de la compagnie Dominion Foils (Canada) Limited, devra demeurer au même montant durant toute ladite période du premier juillet 1955 au premier juillet 1960.

Idem.

3. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine par la compagnie Tooke

tions and improvements which may be made thereto shall be fixed at the sum of twenty-nine thousand dollars per annum for a period of five years, from the first of January, 1956 to the first of January, 1961.

Such fixing shall not include water-rates and business licenses;

b. the valuation of one million, four hundred and forty-three thousand and ten dollars which appears on the valuation roll for the year 1955, under the name of Aluminum Rolling Mills Limited, for the industrial properties of Dominion Foils Company (Canada) Limited, its successors and assigns, shall remain at the same amount throughout the said period from the first of January, 1956, to the first of January, 1961.

2. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, Fixed
valuation
author-
ized.

a. the school taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, by Dominion Foils (Canada) Limited, its successors or assigns, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions and improvements which may be made thereto shall be fixed at the sum of twenty-one thousand dollars per annum for a five year period, from the first of July, 1955;

b. the valuation of one million four hundred and forty-three thousand and ten dollars which appears on the valuation roll for the year 1955, under the name of Aluminum Rolling Mills Limited, for the industrial properties of Dominion Foils (Canada) Limited, shall remain at the same amount throughout the said period from the first of July, 1955 to the first of July, 1960.

3. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, Idem

a. the municipal taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the city of Cap-de-la-Madeleine, by Tooke Bros Limited, on all the lands, buildings,

Bros Limited, sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à la somme de quatre mille cinq cents dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier janvier 1955.

Cette fixation n'inclura pas la taxe d'eau et les licences d'affaires;

b) l'évaluation de deux cent quarante huit mille huit cent trente-cinq dollars qui apparaît au rôle d'évaluation pour l'année 1955 au nom de la compagnie "Wesley Masson Mills Ltd., pour les propriétés industrielles appartenant maintenant à la compagnie Tooke Bros Limited, devra demeurer au même montant durant toute ladite période du premier janvier 1955 au premier janvier 1960.

Évaluation fixe autorisée.

4. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales à être payées aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, par la compagnie Tooke Bros Limited, sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à la somme de trois mille sept cent cinquante dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier juillet 1955;

b) l'évaluation de deux cent quarante-huit mille huit cent trente-cinq dollars qui apparaît au rôle d'évaluation pour l'année 1955 au nom de la compagnie Wesley Masson Mills Ltd. pour les propriétés industrielles appartenant maintenant à la compagnie Tooke Bros Limited, devra demeurer au même montant durant toute ladite période du premier juillet 1955 au premier juillet 1960.

Conditions.

5. Les commutations de taxes municipales et scolaires ci-dessus mentionnées sont surbordonnées au fonctionnement

properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions or improvements which may be made thereto shall be fixed at the sum of four thousand five hundred dollars per annum for a five year period from the first of January, 1955.

Such fixing shall not include water-rates and business licenses;

b. the valuation of two hundred and forty-eight thousand eight hundred and thirty-five dollars which appears on the valuation roll for the year 1955, under the name of Wesley Masson Mills Ltd., for the industrial properties presently owned by the Tooke Bros Limited, shall remain at the same amount throughout the said period from the first of January, 1955 to the first of January, 1960.

4. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a. the school taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, by the Tooke Bros Limited, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions or improvements which may be made thereto shall be fixed at the sum of three thousand seven hundred and fifty dollars per annum for a five year period, from the first of July, 1955;

b. the valuation of two hundred and forty-eight thousand eight hundred and thirty-five dollars which appears on the valuation roll for the year 1955, under the name of Wesley Masson Mills Ltd., for the industrial properties presently owned by the Tooke Bros Limited, shall remain at the same amount throughout the said period from the first of July, 1955 to the first of July, 1960.

Fixed valuation authorized.

5. The commutations of the above-mentioned municipal and school taxes are subject to the regular and normal

Conditions.

régulier et normal des industries ci-dessus et au paiement par elles à leurs employés d'un salaire raisonnable.

operating of the above industries and to the payment of a reasonable salary to their employees.

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
cité.

6. L'article 64 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, par l'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 76, et remplacé par la suite par l'article 10 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 62, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant :

6. Section 64 of the Cities and Towns Act, replaced, for the city of Cap-de-la-Madeleine, by section 3 of the act 15-16 George VI, chapter 76, and replaced later by section 10 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 62, is again replaced, for the city, by the following :

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for city.

Traite-
ment et
dépenses
du maire
et des
échevins.

"64. Les membres du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine, reçoivent annuellement comme fonctionnaires élus de la corporation: quant au maire à titre de traitement une somme de trois mille trois cent trente-quatre dollars, et à titre d'allocation pour des dépenses connexes à l'accomplissement de ses devoirs de maire, une somme de mille six cent soixante-six dollars; quant aux échevins, à titre de traitement une somme de mille dollars, et à titre d'allocation pour des dépenses connexes à l'accomplissement de leurs devoirs d'échevins une somme de cinq cents dollars; et ceci à compter du premier septembre 1955.

En plus le maire et les échevins pourront être remboursés à même les fonds généraux de la cité des frais de voyages et de représentation faits dans l'intérêt de la cité."

"64. The members of the council of the city of Cap-de-la-Madeleine shall receive annually, as elected servants of the corporation: in the case of the mayor, as salary, a sum of three thousand three hundred and thirty-four dollars, and as an allowance for expenses in connection with the performance of his duties as mayor, a sum of one thousand six hundred and sixty-six dollars; in the case of the aldermen, as salary, a sum of one thousand dollars, and as an allowance for expenses in connection with the performance of their duties as aldermen, a sum of five hundred dollars; and this as from the first of September, 1955.

Salary
and ex-
penses of
mayor
and alder-
men.

In addition, the mayor and the aldermen may be reimbursed out of the general funds of the city for travelling and representation expenses incurred in the interests of the city."

Règle-
ment
validé.

7. Le règlement numéro 327 adopté le 22 décembre 1955 par le conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine en rapport au zonage des rues Thibeault et Fusey et des boulevards Duplessis, Saint-Laurent et Sainte-Madeleine est ratifié et validé à toutes fins que de droit.

7. By-law number 327 adopted on the 22nd of December, 1955 by the council of the city of Cap-de-la-Madeleine respecting the zoning of Thibeault and Fusey streets and of Duplessis, Saint-Laurent and Sainte-Madeleine boulevards is ratified and validated for all legal purposes.

By-laws
vali-
dated.

Appro-
bation.

Aucun règlement amendant ou modifiant le règlement validé par le présent article ne pourra avoir vigueur et effet à moins d'être approuvé par les deux tiers des membres du conseil et le ministre des affaires municipales de la province de Québec.

No by-law amending or modifying the by-law validated by this section shall have force and effect unless it be approved by two-thirds of the members of the council and by the Minister of Municipal Affairs of the Province of Quebec.

Approval.

Pensions
autori-
sées.

8. Les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, sont autorisés à accorder à MM. Émile Rousseau et Alcide Béchar, tous deux de la cité du

8. The school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, are authorized to grant to Messrs. Émile Rousseau and Alcide Béchar, both of the city of Cap-de-

Pensions
author-
ized.

Cap-de-la-Madeleine, une pension de retraite de soixante-quinze dollars par mois chacun leur vie durant à compter du premier janvier 1956.

la-Madeleine, a retiring pension of seventy-five dollars per month each during lifetime from the first of January, 1956.

Change-
ment de
classe
d'un ins-
tituteur.

9. Nonobstant les dispositions de l'article 233 de la Loi de l'instruction publique (Statut refondus de 1941, chapitre 59) Les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, peuvent en tout temps durant l'année scolaire, changer de classe ou d'école un instituteur ou une institutrice pourvu que son traitement ne soit pas réduit.

9. Notwithstanding the provisions of section 233 of the Education Act (Revised Statutes of 1941, chapter 59) The school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, may at any time during the school year assign a teacher to another class or school provided that his or her salary is not reduced.

Change
of class of
teacher.

Vente
d'effets
non ré-
clamés.

10. La cité peut faire vendre à l'encan, par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers, ou autres biens meubles non réclamés dans les douze mois, dont elle peut se trouver en possession ou si ces objets, effets ou biens meubles sont le produit d'un vol, ou ont été saisis ou confisqués, par ses officiers de police, ou se trouvaient en possession de personnes qui sont mortes et aux funérailles desquelles la cité a été obligée de pourvoir.

10. The city may cause to be sold at auction, by a bailiff of the Superior Court without any judicial proceedings and after the notices required for the sale of moveables under writ of execution, the objects, moveable effects or other moveable property unclaimed within the twelve months, which may be in its possession or if such objects, effects or moveable property are the proceeds of theft or have been seized or confiscated by its police officers or were found in the possession of dead persons for whose burial the city has had to provide.

Sale of
unclaimed
goods.

Respon-
sabilité de
la cité.

Si ces biens sont réclamés après la vente, la cité ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle aura faites.

If such property be claimed after the sale, the city shall be liable only for the proceeds of the sale, after deducting the cost of the sale and other expenses which it may have made.

Liability
of city.

Destruc-
tion.

Si tels objets, effets mobiliers ou biens meubles, non réclamés comme susdit ne peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande ou à cause de l'illégalité de leur possession ou de leur usage, ces objets pourront être détruits après publication des mêmes avis *mutatis mutandis*, et si ces objets sont réclamés après leur destruction, la cité ne sera tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation.

If such objects, moveable effects or moveable property unclaimed as aforesaid cannot be sold because they have no merchantable value or by reason of the illegality of their possession or of their unlawful use, those objects may be destroyed after publishing the same notices, *mutatis mutandis*, and if such objects are claimed after their destruction, the city shall not be liable for the payment of any indemnity or compensation.

Destruc-
tion.

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.